



PROJET DE MARCHÉ

Affaire suivie par : Carla BOUVIER - Tél. : 05.57.04.51.24

N/réf. : CEA/CESTA/DAO/SG/BACO DOXXX/2026

Marché n° 4600XXXXXX

**Fourniture d'un caisson à feu réel "foyer
ouvert / fermé" de 40 pieds**

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au bâtiment Le Ponant D – 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème}, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par Monsieur François-Xavier CARBONELL agissant en qualité de Chef du DAO du CEA/CESTA

**Ci-après dénommé « CEA »
d'une part,**

ET :

La **société XXXX**, au capital de XXXX euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXXX sous le numéro XXXX, ayant son siège social XXXX, représentée par Monsieur/Madame XXXX agissant en qualité de XXXX,

**Ci-après dénommée « Titulaire »
d'autre part.**

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

Domiciliation :

Toute notification requise au titre de l'exécution du présent marché sera transmise par écrit à l'adresse des Parties telle que visée ci-dessous.

Le CEA fait élection de domicile au lieu de l'établissement dont relève le présent marché, soit : 15, avenue des Sablières – CS 60001 – 33 116 Le Barp Cedex.

La société XXX fait élection de domicile au lieu de son agence XXX soit : XXX

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET	3
ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES	3
ARTICLE 3 : DETAIL DES PRESTATIONS	3
ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....	3
ARTICLE 5 : INTERLOCUTEURS TECHNIQUES ET COMMERCIAUX	4
ARTICLE 6 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU TITULAIRE.....	4
ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION ET DE LIVRAISON	4
ARTICLE 8 : MODE OPERATOIRE APPLICABLE AUX PRESTATIONS NON FORFAITAIRES.....	5
ARTICLE 10 : CONDITIONS DE RECEPTION ET GARANTIE.....	6
ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE.....	6
ARTICLE 12 : CONDITIONS FINANCIERES.....	6
ARTICLE 13 : CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION.....	7
ARTICLE 14 : PENALITES	8
ARTICLE 15 : PERSONNEL DU TITULAIRE	8
ARTICLE 16 : DROITS D'AUDIT ET D'INSPECTION.....	9
ANNEXE 1 : MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....	10
ANNEXE 2 : DECOMPOSITION DES MONTANTS.....	11

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent marché a pour objet :

- ❖ Fourniture d'un caisson à feu réel "foyer ouvert / fermé" de 40 pieds pour le compte du DAO du CEA/CESTA.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le Cahier des Charges (CdC) réf. SYM SP10Z ZKKCDP 26000009 A du 29/01/2026,
- les instructions applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les centres CEA/DAM, réf. SYM S0201 SPP INQ 09000860 A,
- le Règlement intérieur du CEA/CESTA dans sa version applicable,
- le « Protocole du collège pour l'hygiène et la sécurité des entreprises extérieures intervenantes sur le CESTA et le TEE », réf. SYM SA00Z ZAN PRO 16000152 A,
- les Conditions Générales d'Achat du CEA et leurs annexes dans leur édition de janvier 2022,
- le Cahier des clauses sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP) dans sa version applicable
- et à titre supplétif, pour autant que ses dispositions ne soient pas contraires à celles citées précédemment, l'offre du Titulaire réf. XX du XX/XX/XXXX.

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance de chacun des documents énumérés ci-dessus et les accepter. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues des dispositions légales impératives, sont inopposables, quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 : DETAIL DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent marché, détaillées dans le Cahier des Charges référencé ci-avant, se décomposent comme suit :

- Poste 10 (forfaitaire et ferme) : Réalisation et fourniture du caisson ;
- Poste 20 (forfaitaire et ferme) : Installation et livraison ;
- Poste 30 (forfaitaire et ferme) : Formation des agents FLS ;
- Poste 40 (optionnel, montant plafond) : Prestations sur devis.

ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

Le présent marché est notifié au Titulaire par envoi postal avec accusé de réception ou par voie dématérialisée avec accusé de lecture. Le Titulaire renvoie le marché contresigné dans un délai de 10 jours calendaires suivant la réception de la notification.

En tout état de cause, le marché prend effet à la date de réunion de lancement entre le Titulaire et le CEA pour une durée de XX mois. Toutefois, il prend fin à l'extinction de toutes les obligations qui ont pu

naître durant son exécution. Les réserves émises ou modifications effectuées par le Titulaire sur le marché signé par le CEA sont réputées non écrites.

Le Titulaire s'engage à livrer le caisson, objet du présent marché, au plus tard le 16 octobre 2026. Le Titulaire s'engage à assurer la livraison conformément au planning établi lors de la remise de son offre.

ARTICLE 5 : INTERLOCUTEURS TECHNIQUES ET COMMERCIAUX

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent :

- comme interlocuteurs techniques :
 - pour le CEA : Geoffrey CERIANI Tél : 05.57.04.45.10
 - pour le Titulaire : xxx Tél : xxx

- comme interlocuteurs commerciaux :
 - pour le CEA : Carla BOUVIER Tél : 05.57.04.51.24
 - pour le Titulaire : xxx Tél : xxx

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU TITULAIRE

Les prestations objet du présent marché, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire. Il a la charge d'assurer, dans les délais fixés, toutes les opérations concourant à la bonne exécution des prestations.

Les prestations sont exécutées sous l'autorité du personnel d'encadrement du Titulaire.

Le Titulaire doit prendre toutes les précautions nécessaires afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'a droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et s'engage à réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION ET DE LIVRAISON

Les prestations de fabrication et de réalisation sont exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans ses propres locaux.

La fourniture demandée dans le cadre du présent marché est livrée franco d'emballage, de port et d'assurance. Elle est acheminée aux risques et périls du Titulaire.

La livraison sera effectuée sur le centre du CEA/CESTA (Le Barp, 33) à l'adresse suivante :

15 Avenue des Sablières
CS 60001
33116 LE BARP CEDEX

durant les heures d'ouverture du lundi au vendredi de 9h30 à 15h30.

Les chauffeurs effectuant une livraison sur le site du CESTA doivent être munis d'une pièce d'identité en cours de validité.

7.1 - LIVRABLES ATTENDUS

L'ensemble des documents à remettre par le Titulaire et le calendrier de remise associé sont définis dans le Cahier des Charges.

7.2 - REUNIONS DE SUIVI

Un certain nombre de réunions est prévu au cours de l'exécution du présent marché. Elles sont détaillées dans le Cahier des Charges. Il s'agit notamment de :

- réunion préparatoire,
- réunions planning et suivi technique.

A l'issue de chaque réunion, le Titulaire est chargé de rédiger un compte-rendu qui doit être soumis à l'acceptation expresse préalable du CEA.

ARTICLE 8 : MODE OPERATOIRE APPLICABLE AUX PRESTATIONS NON FORFAITAIRES

8.1 - PRESTATIONS REMUNEREES SUR DEVIS PREALABLES FORFAITAIRES

A la survenance d'un besoin ne relevant pas des prestations forfaitaires, le CEA adresse au Titulaire une Fiche de Modification (FM) qui comprend :

- un Cahier des Charges ou expression de besoin spécifique (comprenant notamment les contraintes d'intervention sur site),
- la désignation du type de prestations et leur volumétrie,
- les délais associés,
- la référence du présent marché,
- le numéro de la FM spécifique et la date d'émission.

A réception de chaque FM, le Titulaire doit renvoyer par fax ou courrier au plus tard dans les 5 jours ouvrés, l'accusé de réception et la proposition technico-économique associée, basée sur les taux horaires indiqués en annexe X du présent marché. Ce devis peut, le cas échéant, faire l'objet de négociations entre les deux Parties. L'acceptation sans réserves du devis, formalisée dans la FM correspondante signée par le CEA, vaut « bon pour exécution ». Le Titulaire ne peut engager aucune prestation sans devis préalablement et expressément accepté par le CEA, et sa FM afférente signée par le CEA.

ARTICLE 9 : MODALITES DE LEVEE D'OPTION

La levée du poste optionnel 40 est notifiée par le CEA au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception ou tout autre dispositif ayant la même valeur probante (exemple : par voie dématérialisée avec accusé de lecture), au plus tard 5 (cinq) jours avant leur début d'exécution. Si le poste n'est pas levé ou n'est que partiellement levé, aucun dédit ou indemnisation n'est versé par le CEA au Titulaire.

ARTICLE 10 : CONDITIONS DE RECEPTION ET GARANTIE

Les opérations de réception ont lieu suivant les critères techniques définis dans les documents applicables visés à l'article 2 du présent marché. Elles interviennent dans les conditions fixées au chapitre 11 des Conditions Générales d'Achats du CEA, après 4 exercices de brûlage permettant au CEA de vérifier le bon fonctionnement du caisson, à la suite de la livraison.

Les opérations de réception donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal de réception (cf. modèle en annexe 1).

Les périodes de garanties applicables au présent marché sont celles issues des dispositions légales en vigueur ou à défaut celles visées dans les Conditions Générales d'Achat référencées dans l'article 2 ci-avant.

Si le Titulaire propose un délai plus long dans son offre : Par dérogation aux dispositions de l'article 32 des Conditions Générales d'Achats du CEA, sans préjudice des éventuelles garanties légales applicables, le délai de garantie des fournitures est de XX ans à compter de la date de réception sans réserves, et le Titulaire reste responsable pendant cette durée de l'ensemble des éléments qu'il a fournis.

ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet du marché sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire DC4 à fournir).

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages du marché.

ARTICLE 12 : CONDITIONS FINANCIERES

12.1 - MONTANT DU MARCHE

Le montant total du présent marché s'élève à la somme plafond de **XXXXXX euros HT (XXXXXX EUROS HORS TAXES)**, dont :

- XXXXXX euros HT (XXXXXXX EUROS HORS TAXES) au titre des prestations forfaitaires et fermes,
- XXXXXX euros HT (XXXXXXXXX EUROS HORS TAXES) au titre des prestations sur devis (montant plafond).

La décomposition des montants est présentée en annexe 2 du présent marché.

12.2 - REGIME FISCAL

Le présent marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. S'agissant d'une livraison de bien, la TVA est exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1^{er} janvier 2023 sont soumis à TVA.

ARTICLE 13 : CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION

13.1 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le CEA procède au paiement du présent marché selon l'échéancier suivant :

- 20 % du montant total hors taxes du marché, formalisé par un procès-verbal de constat d'approvisionnement sans réserves signé par le CEA (approvisionnements dûment contrôlés et individualisés au nom du CEA),
- 80 % du montant total hors taxes du marché à la signature sans réserves par le CEA du procès-verbal de réception.

13.2 - CONDITIONS DE FACTURATION

Les factures doivent impérativement être dématérialisées et sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
- le code service : BOR-D,
- la référence complète du marché (numéro d'engagement), à savoir : n° de commande SAP 4600XXXXXX / P6XXX,
- l'intitulé du marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement des factures est de 30 jours à compter de la date de réception par le CEA de la facture, sous réserve que l'exécution soit déclarée conforme par le CEA dans les conditions du marché et du chapitre 11 des CGA.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures (par exemple, le procès-verbal de réception). A défaut, une facture émise sans son justificatif d'acceptation de la prestation est rejetée en statut « recyclé ».

Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement des factures, les fournisseurs peuvent écrire à l'adresse mail suivante : cea-dam-comptabilite@cea.fr.

NB : Le CEA/CESTA vous recommande de consulter l'état de vos factures dans le portail CHORUS tous les 7 jours afin de connaître le statut de la facturation

ARTICLE 14 : PENALITES

14.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Les pénalités applicables au marché sont définies dans les CGA du CEA. Le CEA notifie au Titulaire l'application de la présente clause par courrier simple, étant précisé que le montant de la pénalité sera facturé par le CEA au Titulaire.

En aucun cas, l'absence d'application des pénalités dans le cours de l'exécution du présent marché ne constitue une renonciation du CEA à leur application.

14.2 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES

Si le Titulaire n'a pas exécuté tout ou partie de la prestation dans les délais d'intervention prescrits dans le Cahier des Charges ou dans les délais fixés par le CEA dans la FM signée, il peut être appliqué une pénalité de 1/500 (un pour cinq cents) du montant forfaitaire HT du poste considéré par jour calendaire de retard constaté. Cette pénalité est plafonnée à 10 % (dix pour cent) du montant forfaitaire HT du poste considéré.

Si le Titulaire n'a pas respecté ses engagements en termes de considérations environnementales tels que décrits dans son offre, le CEA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros HT pour tout écart constaté.

ARTICLE 15 : PERSONNEL DU TITULAIRE

15.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Aucun personnel âgé de moins de 18 (DIX-HUIT) ans ne peut avoir accès au centre.

Le CEA peut interdire à tout moment l'entrée du centre à tout membre du personnel du Titulaire ou sous-traitant qui contreviendrait aux règlements relatifs à la sécurité et à la discipline, sans que la responsabilité du CEA puisse être engagée de ce fait.

15.2 - ACCOMPAGNEMENT DE PERSONNES PHYSIQUES NON HABILITEES

L'établissement CEA/CESTA est une zone protégée au sens de l'article 413-7 du Code pénal. Pour y accéder, toute personne doit avoir fait l'objet d'une décision d'habilitation de défense nationale. L'accès du personnel du Titulaire non habilité n'est autorisé que sur dérogation accordée par le CEA sous réserve d'un encadrement par une personne habilitée et autorisée.

La prise en charge doit être permanente de l'entrée à la sortie de l'établissement, pendant les heures d'ouverture du centre. Elle peut concerner plusieurs personnes dans la mesure où elles travaillent dans une même unité de lieu et où le responsable de la prise en charge peut exercer une surveillance visuelle permanente, et vérifier, à tout moment que la personne non habilitée ne peut avoir accès à des informations classifiées de défense nationale.

Le Titulaire doit donner au CEA les informations nécessaires à l'accomplissement de cet accompagnement, à savoir l'identité de la (ou les) personne(s) à prendre en charge, la nature de la prestation et le lieu d'exécution. Les directives ainsi données devront être suivies strictement. La (ou

les) personne(s) non habilitée(s) doit(vent) se présenter à l'accueil du CEA/CESTA, aux heures d'ouverture du centre, pour être prises en charge. A l'issue de la période d'accompagnement, la (ou les) personne(s) non habilitée(s), doit(vent) être raccompagnée(s) au poste d'accueil.

Le non-respect de ces règles entraîne l'éviction de la personne et la suppression de l'autorisation de prise en charge.

ARTICLE 16 : DROITS D'AUDIT ET D'INSPECTION

16.1 - AUDIT DE MARCHE

Le CEA se réserve le droit de faire des audits techniques et/ou financiers et/ou qualités et/ou managements et/ou sécurité, à tout moment.

Le CEA se réserve le droit de mandater un cabinet pour auditer les documents présentés en fonction de la nature de l'audit, et, si nécessaire, compléter ceux-ci de façon à atteindre la visibilité indispensable à la connaissance de l'objet audité.

16.2 - INSPECTION

En complément des dispositions du chapitre 6 et de l'article 21.3 de ses Conditions Générales d'Achat, le CEA se réserve le droit d'inspecter et, si nécessaire, de faire effectuer gratuitement par le Titulaire, tous essais et/ou mesures nécessaires sur tout ou partie des prestations dues par le Titulaire, à tout moment et de refuser tout ou partie des prestations en cours d'exécution qui ne seront pas conformes aux spécifications contractuelles.

Pour les besoins de l'inspection, le Titulaire permettra au CEA et/ou ses représentants d'avoir accès à toute partie des locaux où ses prestations sont en cours de réalisation, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, et mettra à disposition du CEA et/ou de ses représentants toute la documentation et les appareils et moyens d'essais nécessaires à l'inspection.

16.3 - DROIT D'ACCES

Pour la réalisation de l'audit et de l'inspection, le Titulaire ou ses sous-traitants doivent permettre, avec un préavis permettant d'établir les autorisations nécessaires, sans toutefois pouvoir excéder quinze (15) jours calendaires, l'accès au CEA et/ou ses représentants à l'ensemble des lieux de réalisation des prestations, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, afin de vérifier la bonne exécution du Marché.

16.4 - OBLIGATIONS A TRANSFERER

Le Titulaire doit inclure dans les marchés avec ses principaux fournisseurs et sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent article.

Fait à Le Barp, en deux exemplaires originaux, le

Pour le Titulaire

Pour le CEA

ANNEXE 1 : MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION

À compléter, dater, signer par le titulaire et joindre au bon de livraison ou remettre en main propre lors de la réception ; une copie signée des deux parties devra accompagner la facture.

REFERENCE COMMANDE	4	6	0	0						
OBJET DES PRESTATIONS (Préciser le n° de poste si besoin)										

PROCES-VERBAL DE :		Réception
		Constat d'approvisionnement
		Contrôle sur lieu de fabrication
		Montage sur site
		Mise en service industriel
		Essais
		Réception provisoire (produits informatiques uniquement)
		Réception définitive (produits informatiques uniquement)
		Avancement

Prononcé(e) sans réserves ¹												
Prononcé(e) avec réserves ¹		Motifs et énoncé des réserves :										
		Les réserves devront être levées avant le : <table border="1"> <tr> <td></td><td></td><td>/</td><td></td><td></td><td>/</td><td>2</td><td>0</td><td></td><td></td> </tr> </table>			/			/	2	0		
		/			/	2	0					
Acceptation en dérogation		Date demande de dérogation : <table border="1"> <tr> <td></td><td></td><td>/</td><td></td><td></td><td>/</td><td>2</td><td>0</td><td></td><td></td> </tr> </table>			/			/	2	0		
		/			/	2	0					
Refusé ¹		Motifs du refus										

Observations :

Montant à facturer en € HT									,				€
----------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	---

POUR LE CEA												
Nom et prénom du prescripteur / Unité	Date			/			/	2	0			
	Signature :											
POUR LE TITULAIRE												
Nom et prénom et qualité	Date			/			/	2	0			
	Signature :											

ANNEXE 2 : DECOMPOSITION DES MONTANTS

Sera défini ultérieurement

